

L'abonné à l'édition N° 1 reçoit avec ce numéro LA PETITE ILLUSTRATION contenant la première partie de « SAINT BARBE-BLEUE », roman de M. Georges Delaquys.

94^e ANNÉE

N° 4880

L'ILLUSTRATION

12
SEPTEMBRE
1936

Louis BASCHET, Codirecteur.

RENÉ BASCHET, Directeur.

GASTON SORBETS, Rédacteur en chef.



LES ÉVACUATIONS D'IRUN ET DE FONTARABIE SUR HENDAYE

Des enfants, des femmes, des vieillards, des blessés (certains, même, morts pendant la traversée) sont débarqués sur la rive française de la Bidassoa. Sur l'autre rive les fumées de l'incendie d'Irun. — Photographies Keystone.

12.9.1936
12 SEPTEMBRE 1936

A NOS ABONNÉS ET LECTEURS AUGMENTATION DU PRIX DES PÉRIODIQUES

Le Syndicat de la presse périodique, dont le siège est au Cercle de la librairie, nous prie d'insérer l'avis suivant :

« Au cours de la dernière réunion du Syndicat de la presse périodique, le plus grand nombre des revues et publications périodiques :

» Considérant qu'elles ne sont pas en état de supporter les charges nouvelles de toutes sortes qui leur incombent ;

» Considérant qu'à l'étranger les revues et publications se vendent à des prix très supérieurs aux prix français ;

» Ont adopté la solution dont la presse quotidienne a dû prendre l'initiative, à savoir l'augmentation des prix de l'abonnement et de la vente au numéro, et décidé d'appliquer cette mesure à partir du 1^{er} octobre. »

En conséquence le prix de l'abonnement complet annuel de L'Illustration est porté dès aujourd'hui de 185 à 200 francs pour toutes les souscriptions et renouvellements partant du 1^{er} octobre 1936.

Un tableau indique en détail, à la seconde page de notre couverture, les nouvelles conditions de nos trois catégories d'abonnement avec leur division en semestres et en trimestres.

Le prix des numéros ordinaires sera en même temps porté de 3 francs à 3 fr. 50.

Soucieux de conserver à sa présentation la qualité qui a établi son renom dans le monde entier, notre journal se voit à regret contraint de demander à ses abonnés et lecteurs un sacrifice qu'il s'est attaché à rendre aussi modéré que possible.

Ce prix de 200 francs avait été appliqué le 1^{er} janvier 1931. Le fait qu'il avait été ramené à 185 francs le 1^{er} janvier 1933 est la preuve convaincante que L'Illustration cherche toujours à abaisser ses tarifs aussitôt que la possibilité lui en est offerte.

LE VINGT-DEUXIÈME ANNIVERSAIRE DE LA BATAILLE DE LA MARNE

Chaque année, depuis 1915, la victoire de la Marne est commémorée avec ferveur à Meaux. Son vingt-deuxième anniversaire, célébré dimanche, avait attiré dans cette ville une foule toujours aussi nombreuse. Ce fut d'abord, à Trilbardou, devant sa statue, l'hommage au maréchal Gallieni.



La foule devant le Mémorial franco-américain, route de Varedes, pendant la célébration du vingt-deuxième anniversaire de la bataille de la Marne.



Maquette du monument qui doit être inauguré à Gembloux, sur la grand-route de Charleroi. (P. Cauchie, archit. — A droite, le moulin Naveau qui servit d'observatoire à Napoléon en 1815.)

Cependant, dans la cathédrale de Meaux, était dite la messe du Souvenir français. Des cérémonies analogues avaient lieu au temple protestant et, pour le culte israélite, à l'hôtel de ville. A toutes, le gouvernement s'était fait représenter. Après la réception à l'hôtel de ville, le cortège officiel se rendit au monument aux Morts pour y déposer des gerbes. Puis un banquet eut lieu dans la salle des fêtes. Quatre discours y furent prononcés, par le préfet de Seine-et-Marne, par le maire de Meaux, par M. François de Tesson, au nom des parlementaires du département, qui évoqua notamment la grande figure du maréchal Joffre, et par M. Rivière, ministre des Pensions, qui retraça à grands traits l'histoire de la bataille de la Marne et dit l'attachement de la France à la paix. A l'issue de ce déjeuner les personnalités se rendirent enfin à Varedes où M. Pierre Cot, ministre de l'Air, prit la parole devant le Mémorial franco-américain que des avions survolaient. Après avoir évoqué le rôle déjà joué par l'aviation en 1914, puisque c'est par elle que le commandement français connut le glissement de l'armée de von Kluck et put décider la manœuvre qui sauva le pays, le ministre exprima la confiance que nous pouvons avoir dans notre armée aérienne si un nouveau conflit, qui ne dépend pas de nous, venait à éclater.

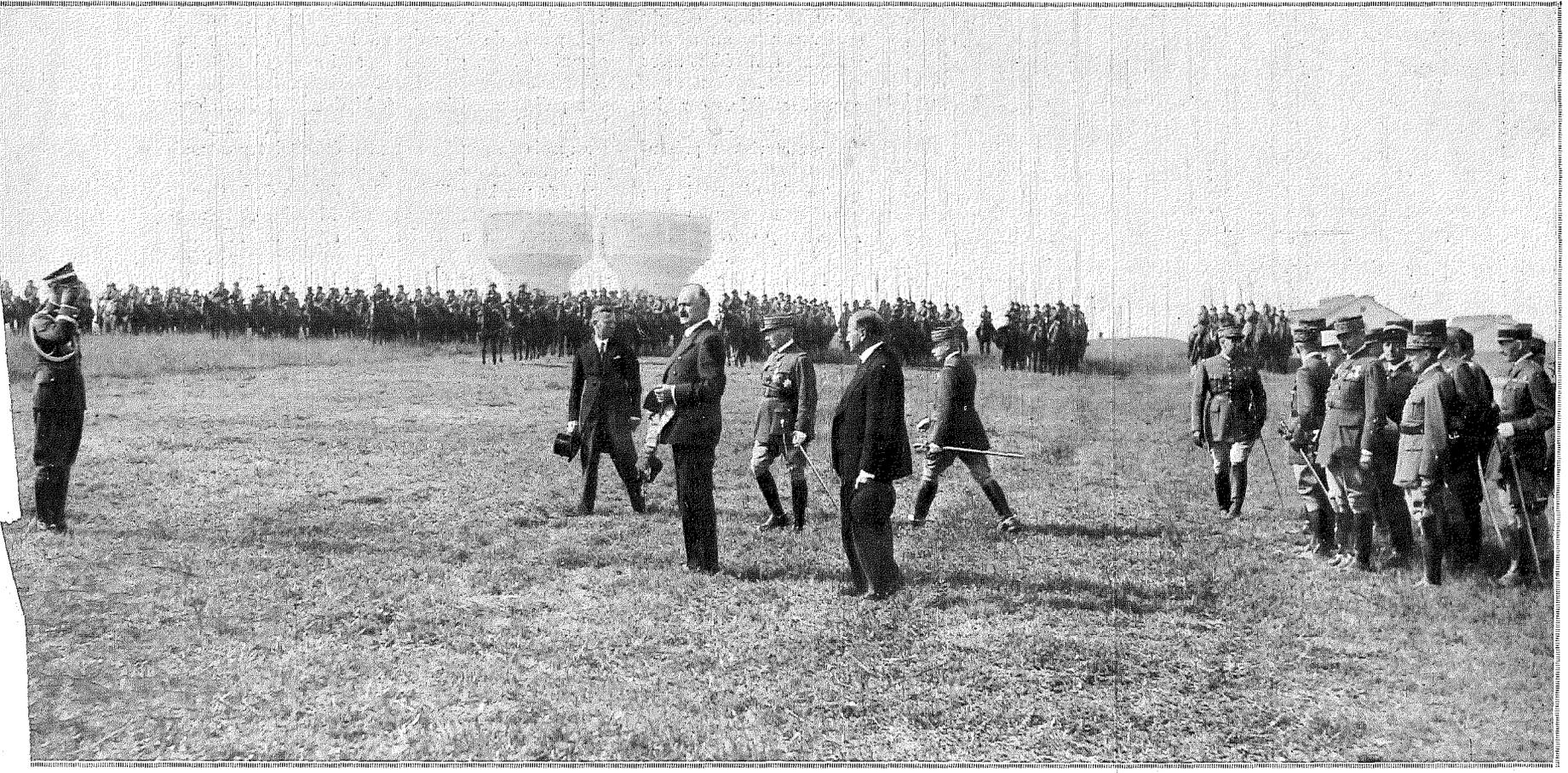
TROIS VICTOIRES FRANÇAISES FLEURUS : 1690-1794-1815

La paix de Nimègue (1678) avait complété la France de la Franche-Comté et de douze places des Flandres ; en 1681, les Chambres de réunion, par l'interprétation des traités, nous attribuent Strasbourg. *Gallia Germanica clausa*, disait la légende d'une médaille frappée à cette occasion. Mais les ambitions adverses continuent de gronder. Guillaume d'Orange les coalise en la Ligue d'Augsbourg qui déchaîne une nouvelle guerre. « Seul contre tous », dit-on alors du roi de France. Les victoires françaises fixèrent pourtant la paix à Ryswick. L'une des plus glorieuses fut celle de Fleurus (1^{er} juillet 1690). Le maréchal de Luxembourg — ce « méchant bossu », disait Guillaume d'Orange. « Qu'en sait-il ? il ne m'a jamais vu par derrière », répondait Luxembourg — y oppose aux 50.000 hommes de l'armée hollando-autrichienne du prince de Waldeck 35.000 soldats du roi de France. Le vieux maréchal a pris lui-même le commandement des escadrons ; le duc du Maine a couvert de gloire ses vingt ans, et les coalisés, battant en retraite, laissent sur le sol 6.000 tués ou blessés ; entre nos mains, 9.000 prisonniers, 50 canons, plus de 100 drapeaux. On porta les drapeaux au roi. Il les fit placer en *ex voto* sous les voûtes de la cathédrale de Paris. Le peuple surnomma Luxembourg le « tapissier de Notre-Dame ».

Cent quatre ans plus tard. Encore une coalition contre la France. Aux Autrichiens, Hollandais, Anglais, que commande le prince de Cobourg, la France a dû opposer la levée en masse pour sauver la patrie en danger. Et c'est le début de cette nouvelle ère dont l'humanité a hâte de sortir : les « nations armées », les « guerres totales ». A Fleurus encore, le 26 juin 1794, les volontaires et les recrues de la République, encadrés des vieux soldats de métier des armées royales, ont repoussé l'envahisseur. Lefebvre, Championnet, Morlot, Dubois, Hatry, sous le commandement de Jourdan, préludent à ces exploits qui les placent parmi les artisans de la « légende de l'Aigle ». Marceau et Kléber, dont les jours sont comptés, qui tomberont à l'ennemi en 1796 et en 1800, semblent impatients de gloire et de sacrifice. Comme Luxembourg devant ses escadrons, Jourdan conduit lui-même la charge à la baïonnette de ses bataillons. La victoire coûte aux Français 5.000 tués ou blessés ; la défaite, aux coalisés, plus du double. Le lendemain, notre cavalerie ramasse 3.000 fuyards.

Vingt et un ans plus tard. Dans l'intervalle, il y a eu l'épopée impériale, et le vertige ! Et c'est à Fleurus-Ligny encore, le 16 juin 1815, à l'avant-veille de Waterloo (18 juin), que se déroule l'une de ces batailles où se joue le sort de l'Europe. Napoléon, ce jour-là, du pied du moulin Naveau, a décidé une manœuvre hardie de changement de front et a contraint Blücher à la retraite. La bataille fut extrêmement meurtrière. Les Prussiens

12. 9. 1936



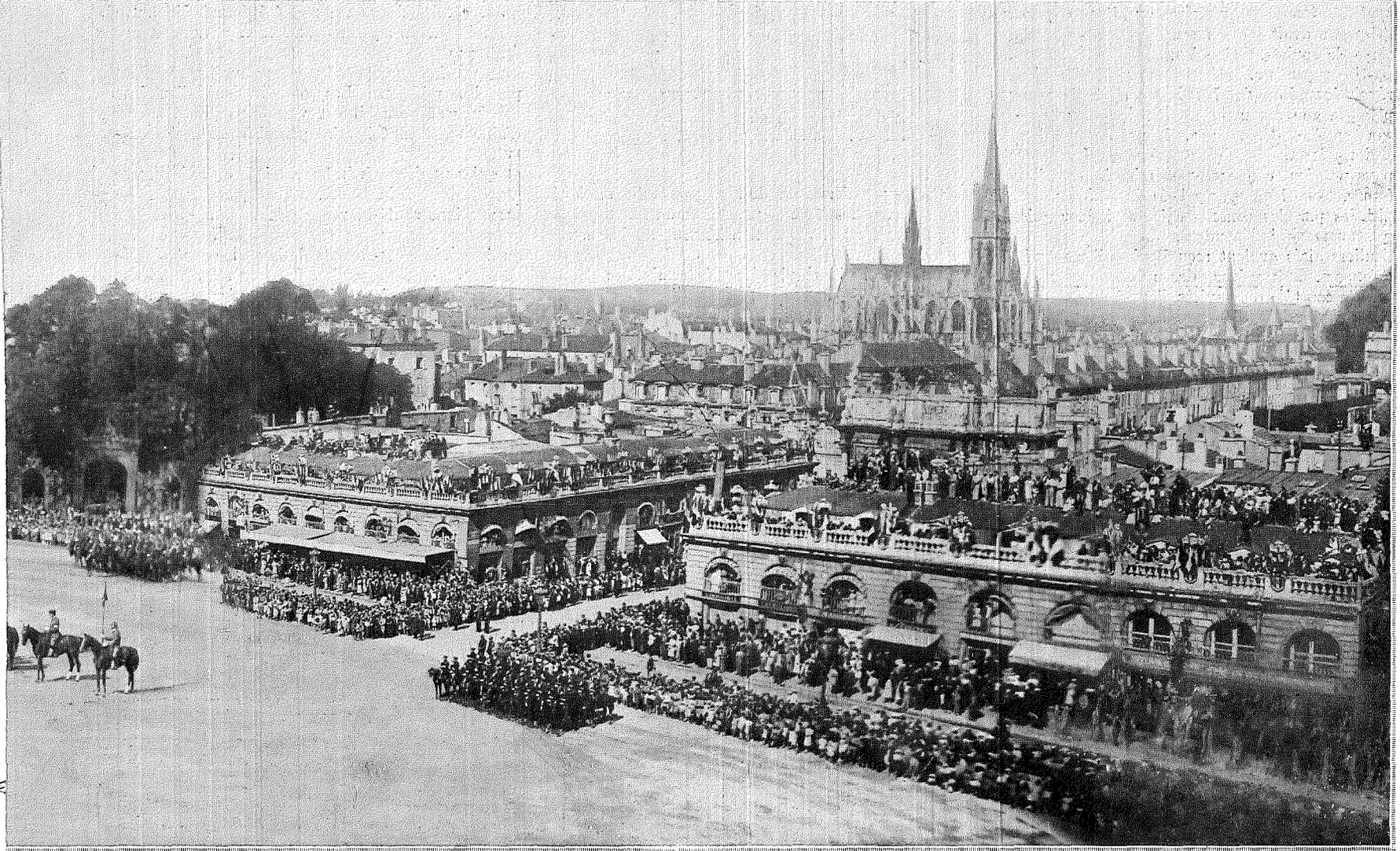
des mains du président de la République, le grand cordon de la Légion d'honneur.

dans l'ordre de la Légion d'honneur. Derrière le président de la République, le général Gamelin et M. Daladier, ministre de la Défense nationale. — Phot. J. Clair-Guyot.

du général Smigly Rydz. De ses heureux résultats on s'est également félicité en France et en Pologne. Le général lui-même, sur le point de prendre congé des personnalités qui le saluaient une dernière fois, a tenu à dire sa complète satisfaction : « Au moment de rentrer en Pologne, a-t-il déclaré, je voudrais exprimer

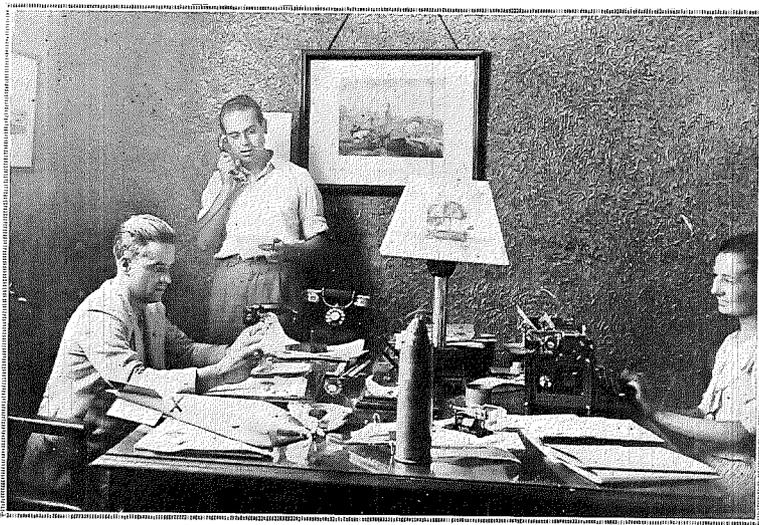
les sentiments qu'a éveillés en moi l'accueil chaleureux et amical que j'ai trouvé en France, aussi bien de la part du gouvernement que de la population, dans toutes les villes et localités que j'ai visitées : Paris, Nancy, Strasbourg, Metz, Reims et tant d'autres. Au cours de mon séjour sur le sol du beau pays de

France, je me suis trouvé constamment dans une atmosphère de sympathie et d'amitié. Ce qui m'a ému le plus profondément, ce sont les marques d'affection pour l'armée polonaise qui se multipliaient partout autour de moi chaque fois que je me trouvais en présence de représentants de l'armée française. »



général Smigly Rydz, le défilé sur la place Stanislas.

généraux Gamelin et Smigly Rydz. Tout à l'extrême droite, l'angle du palais du Gouvernement général Smigly Rydz devait assister au concert donné en son honneur.



Le délégué général du département de guerre à la fabrique d'automobiles Hispano-Suiza.

LA SOVIÉTISATION DE LA RÉPUBLIQUE ESPAGNOLE

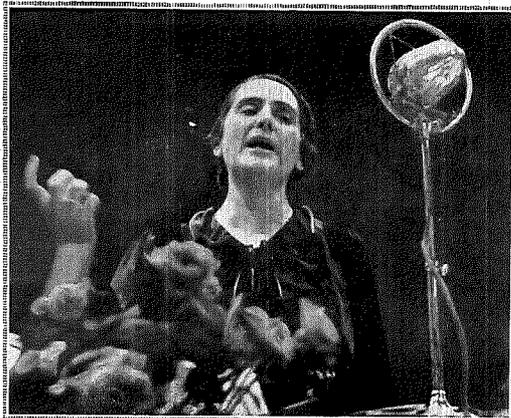
Les insurgés espagnols — qui se défendent d'être des « rebelles » et revendiquent le nom de « nationaux » — justifient leur action par la nécessité d'arracher l'Espagne au marxisme dans lequel elle sombrerait. Ils y réussissent sans doute s'ils obtiennent la victoire. Dès à présent, dans les provinces qu'ils contrôlent, ils ont enrayé le communisme. Par contre, là où les gouvernements sont restés les maîtres, les hommes au pouvoir ne sont plus que des figurants et la soviétisation est un fait accompli. Ainsi, pour une partie de l'Espagne tout au moins, le soulèvement du général Franco a précipité un mouvement qu'il avait pour but d'arrêter. Au cas où les gouvernements l'emporteraient, la République espagnole deviendrait véritablement le second Etat soviétique de l'Europe. Tel est l'enjeu de la lutte fratricide qui se déroule actuellement au delà des Pyrénées.

Dès les élections du 16 février dernier, qui avaient donné la victoire au *Frente popular*, l'Espagne avait glissé insensiblement vers un système de soviets. Grâce à un habile noyautage, le parti communiste, aidé par les syndicats socialistes révolutionnaires de M. Largo Caballero, avait placé le gouvernement radical de M. Azana sous son entière dépendance. Dans de nombreuses régions, les terres avaient été partagées entre les paysans, les commerçants mis à contribution forcée. Dans les municipalités du Sud, qui étaient dirigées par des conseils agissant à leur guise et pratiquement indépendants de Madrid, les particuliers aisés avaient reçu l'ordre d'entretenir les chômeurs. Des usines, des mines avaient passé sous le contrôle des soviets d'ouvriers, qui s'étaient tournés vers l'Etat pour réclamer des subventions devant permettre à ces exploitations déficitaires de continuer. Plusieurs entreprises avaient été nationalisées. Le gouvernement se bornait à retarder les mesures qui lui étaient imposées par l'extrême gauche. Mais, tenu sous la menace constante de la

grève générale et du soulèvement armé du prolétariat, il céda assez rapidement. C'était assez compréhensible, car les partisans de la dictature du prolétariat représentaient, en juillet, les quatre cinquièmes à peu près des troupes du *Frente popular*. Les socialistes modérés de M. Prieto et les républicains de gauche avaient tenté de résister : sur quoi M. Largo Caballero avait annoncé que si, au cours du prochain congrès socialiste, la tendance Prieto n'était pas battue, le moment viendrait pour le peuple de descendre dans la rue pour défendre son idéal.

En somme, pour que les conditions d'une révolution prolétarienne fussent remplies, il ne manquait qu'une chose : l'armement des masses. Quelques jours après le soulèvement du général Franco, c'était fait : le gouvernement de Madrid avait distribué des armes aux milices populaires. Dans les autres régions, et en Catalogne notamment, le prolétariat s'était armé lui-même dans les casernes, les arsenaux, ou en pillant les armureries.

Aussi bien le gouvernement de Madrid avait-il,



La députée communiste Dolorès Ibaruri, dite « la Pasionaria », devant un micro.

dans les premiers jours de la guerre civile, abdiqué en faveur des forces révolutionnaires. Aussitôt qu'il avait appris le déclenchement de l'insurrection au Maroc, il avait convoqué les chefs anarchistes dont l'attitude était incertaine. « Nous marcherons avec vous, lui répondirent ceux-ci, à condition que vous libériez tous les anarchistes emprisonnés et que vous nous donniez des armes. » Le gouvernement refusa d'abord et songea à se démettre. Quelques heures plus tard, après avoir réfléchi, il décidait de rester et les anarchistes reçurent la promesse qu'on déférerait

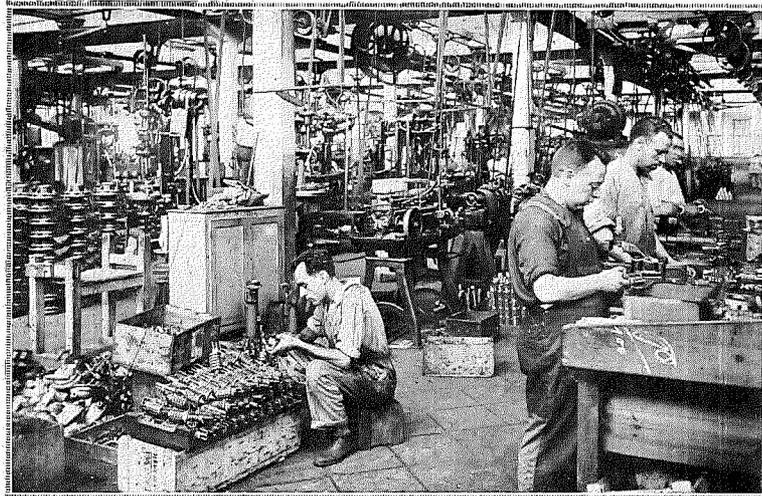
à toutes leurs exigences. Ils en ont profité.

A partir de ce moment, l'extrême gauche put organiser à sa guise les provinces qui n'étaient pas tombées aux mains des blancs. Au point de vue politique, d'abord. A Madrid et à Barcelone, les chefs du gouvernement appartenant aux partis bourgeois de gauche ont bien été maintenus, mais plusieurs de leurs collaborateurs immédiats ont été expulsés par les miliciens. Le ministre de la Guerre a été changé plusieurs fois à Madrid, et le remplacement du ministre Giral par un ministre Largo Caballero, le 4 septembre, a consacré l'omnipotence des socialistes révolutionnaires et des communistes. Le conseil de la généralité de Catalogne, qui a pris, dès le début de la guerre civile, le nom de « gouvernement », a été remanié également deux fois. Il a d'abord été élargi par l'entrée des socialistes unifiés, puis les anarchistes, auxquels leur doctrine interdit de faire partie des ministères, mais qui ne souffrent pas que leurs frères prolétaires les y remplacent, obligèrent les socialistes à se retirer.

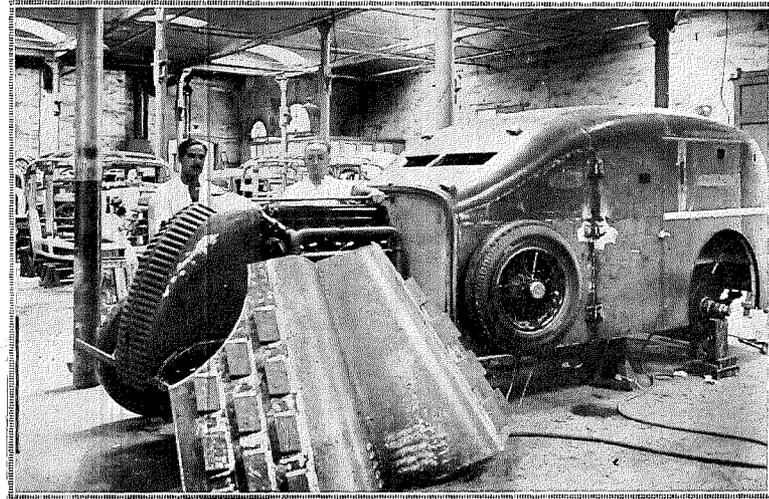
En second lieu, tout un ensemble de soviets ont été formés non seulement dans les ministères, mais encore à côté d'eux : le soviét du ravitaillement, le soviét de la culture à Barcelone, etc. La Pasionaria, la célèbre femme député communiste qui vient de se rendre en mission à Paris, siège officiellement à Madrid au ministère de l'Intérieur. Le recrutement et la formation des milices ne se font pas par le ministère de la Guerre, mais par la Maison du peuple. Les soldats eux-mêmes doivent s'enrôler dans les milices et dépendent donc, eux aussi, de la Maison du peuple.

Dans les provinces qui ne sont pas le siège d'un gouvernement, la situation est encore plus nette. A peu près tous les gouverneurs qui appartenaient aux fractions bourgeoises du *Frente popular* ont été renvoyés : celui de Tolède, celui de Murcie, celui de Valence, celui de Guipuzcoa, celui d'Albacète parce que les miliciens avaient découvert qu'il avait prêté sa voiture à un vieux notable de la ville, le marquis de Bos : l'aristocrate a été tué et le gouverneur destitué aussitôt après. A leur place ont été nommés des civils ou des militaires acceptés par les miliciens, qui les font toutefois surveiller par des comités où sont représentés tous les groupes d'extrême gauche. A Saint-Sébastien, un « comité de guerre » a été formé. Un autre comité signe les permis pour le rapatriement des étrangers.

Quant à la police, elle est naturellement faite par les miliciens. Les organisations d'extrême gauche s'efforcent il est vrai, sans grand succès d'ailleurs, d'empêcher les perquisitions et les exécutions qu'elles n'ont pas elles-mêmes ordonnées et qui sont dues généralement à la seule initiative des miliciens. Mais l'idée que perquisitions ou arrestations sont du ressort de la police officielle ne vient à personne. Du reste, à Barcelone, les gardes civils et les agents de la police sont obligés de présenter leurs papiers à toute réquisition des miliciens anarchistes. La justice, fort sommaire, est également exercée, en fait, par les miliciens. C'est ainsi que l'exécution des généraux Goded et Buriel, à Barcelone, a été effectuée sous la pression des milices qui ont elles-mêmes surveillé, pendant toute la journée, les gardes civils de crainte qu'ils ne se soulèvent pour protester. Quant au pouvoir



L'atelier de fabrication des bombes à main.



La pose d'une carapace blindée sur une auto.

UNE GRANDE FABRIQUE D'AUTOMOBILES, A BARCELONE, TRANSFORMÉE EN USINE DE GUERRE.

Photographies Merletti.

législatif, il est, lui aussi, entièrement entre les mains des soviets d'extrême gauche, les autorités officielles se bornant à donner une forme légale aux décrets qui leur sont envoyés et qui, dans les provinces lointaines, sont souvent promulgués sans qu'elles en soient avisées.

Dans l'ordre économique, la solution a été radicale. Les propriétés et les maisons appartenant aux personnes soupçonnées d'antipathie à l'égard du *Frente popular* ont été prises par les organisations extrémistes. Les grands hôtels ont été transformés en clubs ou en hôpitaux, les cercles, en permanences. Les couvents et les monastères ont été utilisés de différentes manières. Les biens des ordres religieux ont été confisqués. Les voitures ont été échangées contre des « bons » dont la valeur n'est même plus douteuse. Les commerçants sont obligés de laisser leurs magasins ouverts et les miliciens les paient en bons, ou pas du tout.

Pour les entreprises, les choses sont plus compliquées. Il y a plusieurs catégories d'entreprises. D'abord, celles qui continuent sous le régime « capitaliste ». C'est le cas, à Barcelone, pour toutes les sociétés anglaises, alors que la *General Motors*, américaine, a dû livrer la plupart de ses voitures en échange de bons et payer une contribution forcée et que l'*Hispano-Suiza* est dirigée par un soviét ouvrier et sert à la fabrication d'armes et de camions blindés. Les petites entreprises appartenant aux membres du *Frente popular* fonctionnent à peu près comme avant, sauf que la semaine de quarante heures est appliquée, qu'une hausse de 15% a été réalisée dans les salaires et que ceux-ci doivent être payés à tous les ouvriers pendant le temps qu'ils combattent dans les milices. Pour les grosses entreprises, elles sont ou bien dirigées nominalement par l'ancienne direction, flanquée d'un soviét ouvrier, ou bien dirigées uniquement par un soviét composé de syndiqués de la C. G. T., de l'U. N. T., ou des syndicats communistes.

Veut-on quelques exemples ? Voici la maison *Girona*, entreprise métallurgique de Barcelone, occupant quinze cents ouvriers et qui travaille actuellement au blindage des camions. La direction a été épurée, l'exécution sommaire étant la punition habituelle de tous ceux qui ne répondaient pas à l'appel de coopération qui leur a été fait. Un comité ouvrier de contrôle a été institué, groupant des délégués de toutes les sections de la partie technique. Il surveille la production et toutes les questions extérieures : acquisition de matériel, ordres de production et livraison, paiement. Un comité de fabrique a dans ses attributions l'organisation du travail et le personnel. Une section spéciale coopère avec le comité des milices. Voilà la maison *Vulcan*, employée au blindage et à l'armement des bateaux. Là, la direction bourgeoise a été entièrement éliminée. Un comité a été nommé, composé de six délégués de la C. G. T. anarchiste et de l'U. N. T. socialiste. Des soviets de section fonctionnent à côté de ce comité : chauffe, fonte, menuiserie, mécanique, forge, plomberie, marins, électriciens, bureaux.

Les entreprises étrangères et même les monopoles d'Etat ont été pris en main par les ouvriers, ce qui atteste bien qu'il s'agit de soviétisation et non de socialisation. C'est le cas, notamment, pour la société anonyme *Barett*, dont 80% du capital sont belges. La direction subsiste, mais elle est contrôlée entièrement par des soviets. C'est aussi celui de la *Camps*, monopole d'Etat espagnol du pétrole, tout au moins pour ses usines de Catalogne. L'ancien conseil d'administration a fait place à un comité de contrôle composé de trente-quatre « camarades » et flanqué de six comités de section. Comme, d'autre part, le pétrole est « matière de guerre », le comité des milices surveille le tout.

Ces mesures de soviétisation vont, du reste, être régularisées et généralisées. Le conseil de l'économie de la Catalogne a fait connaître qu'il était disposé à mettre immédiatement en vigueur les décisions suivantes : équilibre de la production, d'accord avec les nécessités des consommateurs, en sacrifiant les industries qui, pour l'instant, ne sont pas d'une grande importance ; monopolisation du commerce extérieur ; collectivisation de la grande propriété terrienne ; dévalorisation partielle de la propriété urbaine, moyennant la réduction des loyers ou par des taxes imposées aux propriétaires dans le cas où l'on ne jugerait pas nécessaire de

favoriser davantage les locataires ; collectivisation des grandes industries, des services publics et des transports en commun ; réquisition et collectivisation des établissements (commerce et industrie) abandonnés par leurs propriétaires ; intensification du régime coopératif par la distribution des produits et surtout exploitation en régime corporatif des grandes entreprises de distribution ; contrôle ouvrier des affaires financières, jusqu'à ce qu'on arrive à la nationalisation des banques ; contrôle syndical ouvrier sur toutes les industries qui continueront à être exploitées par des entreprises privées.

Enfin, dans certaines régions, le communisme libertaire a été proclamé et la propriété abolie. Il ne s'agit pas là de quelques expériences anarchistes, dans de petits villages. C'est ainsi qu'un décret officiellement promulgué à Bujaloz, le 11 août, par le commandant de la principale colonne catalane en marche vers Saragosse contenait entre autres les dispositions suivantes : « ... Art. 2. Tous les biens tels que fruits, bétail ou moyens de transport possédés par des propriétaires de filiation fasciste deviennent la propriété du peuple, sous le contrôle du comité du peuple. — Art. 3. La propriété privée est abolie sur les terres des grands propriétaires, qui deviennent patrimoines populaires. — Art. 4. Tous les instruments de labourage, les tracteurs et machines agricoles, etc., sont déclarés propriété du peuple, sous le contrôle de la représentation populaire. »

Du seul énoncé de ces faits il résulte que partout où les milices rouges dominent la phase socialiste a été très nettement dépassée. Toutes les caractéristiques de l'organisation des soviets sont réunies. Si les gouvernementaux finissent par être victorieux, ils se trouveront placés devant ce dilemme : ou bien laisser fonctionner le régime soviétique qui s'est établi à la faveur de la guerre civile, ou bien entrer eux-mêmes en lutte avec les extrémistes qui ne se laisseront pas déposséder de leurs acquisitions.

ROBERT LAMBEL.

LA PRISE D'IRUN

La bataille pour Irun, qui avait commencé à l'aube du 26 août, a eu le 4 septembre son dénouement tragique : les « nationaux », dont les forces étaient composées de troupes métropolitaines, de légionnaires et de « requêtes » carlistes, ont ce jour-là occupé la ville, ou du moins les ruines fumantes de ce qui avait été la coquette cité basque, et parmi lesquelles une poignée d'hommes, farouches, continuaient à tirer et à mitrailler. D'Irun, en effet, il ne reste plus grand-chose. Si les assaillants ont essayé, autant que possible, de limiter le bombardement aux objectifs militaires et d'épargner les habitants, les miliciens communistes et anarchistes, avant de succomber, ont fait sauter les maisons à la dynamite ou bien les ont arrosées d'essence et incendiées. Des colonnes de fumée noire montaient dans le ciel, des brasiers éclairaient la nuit de leurs sinistres lueurs. Cependant l'hôtel de ville, transformé en bastion, est à peu près intact et les belles villas de l'avenue de France, on ne sait trop comment ni pourquoi, ont été respectées.

Déjà la prise de Badajoz s'était accompagnée d'horreurs. Celle d'Irun a dépassé tout ce qu'on peut imaginer. La guerre civile est encore plus cruelle et implacable que l'autre. Jamais des adversaires appartenant à des nations différentes ne manifestent les uns contre les autres cette haine inextinguible. Les atrocités n'ont épargné personne. Les vieillards, les femmes, les enfants — ceux-là du moins qu'on n'avait pas eu le temps ou la possibilité d'évacuer — ont jonché les rues de leurs cadavres, les balles ne faisant point de distinction entre les combattants et eux. Des anarchistes, ivres de carnage, ont massacré au hasard, tuant les défenseurs qui parlaient de se rendre, exerçant leurs représailles sur les « bourgeois ». Tous les otages détenus ont été fusillés ou brûlés vifs. De leur côté les assaillants ont exécuté, séance tenante, tous les hommes valides qu'ils trouvaient les armes à la main.

Tant d'abominations commises gênent l'hommage qu'on voudrait rendre au courage héroïque qui a été déployé de part et d'autre. Les « nationaux » avaient pour eux la supériorité du nombre, de l'armement et de la discipline. Mais les miliciens populaires ont résisté pied à pied pendant dix jours, se faisant tuer sur place plutôt que de reculer. Il semble qu'à la fin ils aient été lâchés par leurs chefs. Le « commissaire à la guerre »

Margarida est parti sous prétexte d'accompagner sa femme en France et il n'est pas revenu.

La chute de Behobia — le poste frontière, par la route — a précédé de quelques heures celle d'Irun. Les quelques centaines de miliciens qui tenaient encore, jugeant la situation perdue, se précipitèrent sur le pont international et se réfugièrent en France, où ils furent désarmés. Un certain nombre de défenseurs d'Irun ont, au dernier moment, fait de même. Mais les fanatiques, qui avaient juré de lutter jusqu'à la mort, les pourchassaient. D'ailleurs beaucoup de ces combattants qui avaient passé la frontière ont demandé à être rapatriés en Espagne pour y reprendre la lutte. Les autorités françaises ont déferé à leur désir et des trains spéciaux ont été organisés pour les conduire à Barcelone. D'autres ont retraversé la Bidassoa en barque et sont allés rejoindre leurs frères d'armes à Fontarabie. Avec eux ils ont formé un nouveau détachement qui est revenu occuper la tête du pont d'Irun où le combat a repris, le 5 au matin, soutenu par la canonnade des forts de la Guadalupe et de Fontarabie, toujours en la possession des gouvernementaux.

Du territoire français il a été possible de suivre constamment les péripéties de la bataille d'Irun. Non pas toujours sans danger : des balles et des obus égarés ont même fait quelques victimes. Le spectacle présenté par cette zone frontière était lamentable : toute une population de réfugiés, venus à pied, en voiture ou par barque, exténués, hagards, emmenant avec eux leurs pauvres hardes, était à secourir et à loger. On s'est occupé de les répartir dans les diverses villes du Sud-Ouest ou du Centre. L'hôpital d'Hendaye regorge de blessés.

Dans la soirée du 5, les troupes du général Mola, victorieuses sur toute la ligne, faisaient aussi leur entrée dans Fontarabie, mais cette fois sans coup férir. Plus heureuse qu'Irun, la ville, ayant renoncé à la lutte, n'a pas eu à souffrir, et il semble que la plupart des otages qui s'y trouvaient ont eu la vie sauve. Au début de cette semaine c'est contre Saint-Sébastien que se portait l'effort des « nationaux ».

Sur les autres fronts, le général Franco a annoncé qu'il avait remporté une victoire importante — contestée, d'ailleurs, par Madrid — à Talavera, sur la route de Tolède. Son but est de dégager Tolède, où un millier de cadets, de gardes civils et de phalangistes continuent à tenir, mais bien difficilement, dans l'Alcazar en partie détruit et dont les gouvernementaux ont forcé les premiers retranchements. Ailleurs, la situation générale ne s'était pas sensiblement modifiée.

La prise d'Irun a eu une répercussion politique immédiate : le président du Conseil, M. Giral, a



Le journaliste français Raymond Vanker, après avoir sauvé des flammes un bébé à Irun, traverse en courant le pont international qui mène à Hendaye.

démissionné, laissant la place à M. Largo Caballero. Celui-ci a constitué un nouveau ministère, qui donne l'apparence d'une union nationale entre les diverses fractions du *Frente popular*, car tous les partis de gauche ou d'extrême gauche y sont représentés, depuis la gauche républicaine, la gauche catalane, les nationalistes basques et l'Union républicaine, jusqu'aux socialistes modérés, dont le chef, M. Prieto, est ministre de la Marine et de l'Air, aux socialistes révolutionnaires et aux communistes. M. Giral est demeuré ministre sans portefeuille. Mais M. Largo Caballero, leader des socialistes révolutionnaires, ne se distingue pratiquement pas du communisme, et avant même la guerre civile il était partisan de l'établissement de la dictature du prolétariat, au besoin par la force. Ce sont donc les extrémistes qui gouvernent maintenant à Madrid. — R. L.



Volontaire de la Phalange espagnole.

DE SÉVILLE A CORDOUE

par PIERRE ICHAC

(Voir notre précédent numéro.)

A l'arrivée du général Franco à Séville avait correspondu une suppression totale de liberté pour les membres de la presse. Au lendemain des fêtes du 15 août j'obtins cependant l'autorisation d'aller à Cordoue. L'officier chargé du service de presse, lui-même ancien journaliste, me dit : « C'est une très agréable promenade d'une journée, au cours de laquelle vous ne courez aucun danger, et vous pourrez constater la tranquillité absolue de cette belle cité, tranquillité comparable à celle de Séville. »

Un matin, en compagnie d'un officier et d'un soldat-chauffeur, dans une voiture ornée du fanion vert des « Fuerzas Civicas », nous quittions donc Séville pour cette randonnée de pur tourisme.

Le soleil était chaud, la route, parfaite, et le paysage, pittoresque. A chaque village, à chaque pont, un groupe d'hommes armés s'avançaient les bras étendus et nous barraient le passage. Des visages soupçonneux s'encadraient dans les portières, examinaient nos personnes et nos papiers. C'étaient parfois de jeunes gens coiffés du bonnet de police, vêtus de la combinaison de toile bleue, ceints du baudrier de cuir, avec, au bras, les flèches de la Phalange. Mais, le plus souvent, ces sentinelles d'occasion portaient la chemise au col ouvert, le vieux veston et le grand chapeau des paysans andalous. La face était lourde, ronde, tannée par le soleil, envahie de barbe naissante, les yeux un peu hagards. Notre autorisation épelée à haute voix, quelques explications données par notre guide, les crosses des fusils regagnaient le sol et la voiture repartait, encadrée de saluts fascistes.

Ainsi passèrent les derniers faubourgs de Séville et le mât métallique où, de temps en temps, sur un terrain vaste et nu, le zeppelin de la ligne d'Amérique du Sud s'amarre par le nez, puis des guinguettes et des champs de maïs. Un épais nuage de poussière emplît la route devant nous : accompagnée de ses chefs en automobile, une colonne de volontaires de la police montée s'en allaient réduire un village « rouge ».

Bientôt, nous les eûmes dépassés. Un camion de la Phalange nous croisa, bras levés et hurlant : « Arriba ! » Puis la route redevint solitaire.

La campagne où nous entrions était vouée aux oliviers. En longues rangées, régulièrement espacés, ils s'étalaient dans les dépressions, escaladaient les collines aussi loin que la vue pouvait porter et ne rompaient leur alignement qu'en butant contre une petite maison blanche.

SUR LA ROUTE

Mais voici deux hommes en bleu, coiffés de vastes chapeaux de paille, debout sur le bas côté

de la route et qui nous saluent au passage. Leurs silhouettes pacifiques évoquent des cantonniers au repos. Notre guide et notre chauffeur répondent à leur salut.

Pour moi, j'avais déjà cessé de les voir.

Je regardais fixement plus loin, en avant, l'herbe du bas côté qui défilait, une borne kilométrique qui venait vers nous et, près de cette borne, des paquets de vêtements jetés au hasard, ce que j'espérai un moment, qui me parut très long, n'être que des paquets de vêtements et qui étaient des cadavres de fusillés.

L'un d'eux, vêtu d'un bleu de mécanicien, était couché sur le bord même de la chaussée, si près que nos roues allaient le frôler au passage. Un deuxième, étendu de tout son long sur le nez, disparaissait à moitié dans l'herbe du fossé. Trois autres formaient un tas — trois pantins raidis, tachés de sang — au pied de la borne. Image que je ne suis pas près d'oublier. Le plus visible, le dernier tué sans doute, était tombé sur le dos, face au ciel, en travers des corps étendus de ses camarades. Au ciel bleu de l'été andalou, aux cimes des arbres agités par le vent, à la vie éparse autour de sa mort, il offrait son visage de cadavre. C'était probablement un ouvrier, car nous n'étions pas encore très loin de Séville. Sa veste usée s'ouvrait sur un gilet de coton blanc sans col. Ses espadrilles étaient en loques. Il avait un front bas où descendaient des cheveux courts et mal coupés. Sa peau se tendait, durcie par la mort en un rictus douloureux. Et, sur ce masque de cire verte, des taches de sang-rouge avaient séché. Collant les paupières, s'épanchant sous les narines et aux commissures de la bouche entr'ouverte, elles rehaussaient l'horreur de ce cadavre espagnol.

Je garde je ne sais pourquoi l'impression qu'il demeure toujours un reste de noblesse dans l'attitude et le visage de l'homme abattu les armes à la main, dans l'inconscience et le feu du combat. Les fusillés, ceux qui, désarmés, impuissants, ont vu le revolver s'approcher d'eux, froidement, jusqu'à les toucher et les faire sombrer dans la nuit, gardent dans la mort une expression de supplication désespérée dont la vue est insoutenable.

La borne et ses tristes victimes s'éloignaient rapidement. Jusqu'au milieu de la journée elles s'offriraient ainsi aux méditations des passants. Puis le camion allait venir pour emporter vers le bûcher ou la fosse commune sa funèbre cargaison.

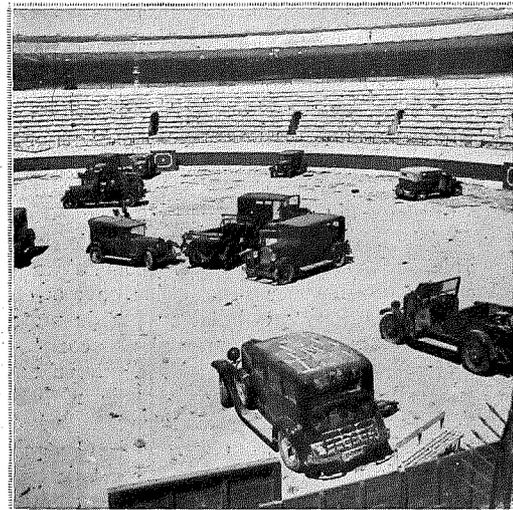
Bouleversés, immobiles au fond de la voiture qui nous emmenait vers Cordoue, nous demeurions silencieux. Nous venions de découvrir le vrai, le hideux visage de la guerre civile.

Il y eut encore des oliveraies, puis Carmona, ses remparts et sa porte romaine, puis Ecija et ses églises.

Nous songions.

Sans perdre complètement ses oliviers, le terrain accidenté laissait maintes fois, près des petites fermes, de grandes surfaces libres où d'immenses troupeaux paissaient une herbe jaunissante. Les taureaux, au garrot énorme, aux reins élevés, erraient paresseusement derrière des fils de fer au bord de la route. Ils levaient vers nous leur bouche pleine d'herbe. Depuis des siècles, depuis

le début de l'histoire espagnole peut-être, voici pour la première fois que les corridas ont cessé sur toute la Péninsule. Chez les « blancs » comme chez les « rouges » les arènes désertées servent de parc aux automobiles réquisitionnées. Dans



Les arènes d'Antequera devenues parc automobile.

toute l'Espagne, on ne tue plus que les hommes, et les grands taureaux aux cornes aiguës jouissent de la paix des champs.

L'un d'eux est couché contre la clôture, près de la route. Il rumine. Un petit héron blanc aux longues pattes est perché sur sa tête et ne s'envolé même pas au passage de la voiture.

Lorsqu'on approche de Cordoue, on peut constater un phénomène assez caractéristique de cette fausse guerre à laquelle les informateurs officiels des deux camps tiennent à donner une importance démesurée.

La route, sur les 20 derniers kilomètres à peu près, se trouve encadrée, à l'est et à l'ouest, à des distances qui se réduisent en certains endroits à 3 ou 4 kilomètres, de villages occupés par les milices gouvernementales. Milices nombreuses, d'ailleurs, et accrues sans cesse par les éléments chassés devant elles par les colonnes insurgées. Croyez-vous que ces milices détacheront une demi-douzaine d'hommes vers cette route déserte pour la faire sauter, la barrer de manière quelconque ou y interrompre le trafic — purement militaire — avec une mitrailleuse, et investir ainsi complètement Cordoue ? On voit bien que vous ne connaissez pas la guerre d'Andalousie. On passe sur la route d'Ecija à Cordoue comme sur celle de Quarante-Sous... en appuyant un peu sur l'accélérateur. Tout, autour de Cordoue, appartient aux « rouges » : tout, à droite, vers Jaen et vers la mer ; tout, à gauche, autour du vieux château maure d'Almodovar del Rio, juché sur sa colline qui domine la vallée du Guadalquivir ; et les milices gouvernementales sont aussi chez elles au nord, dans la sierra Morena où Don Quichotte fit pénitence.

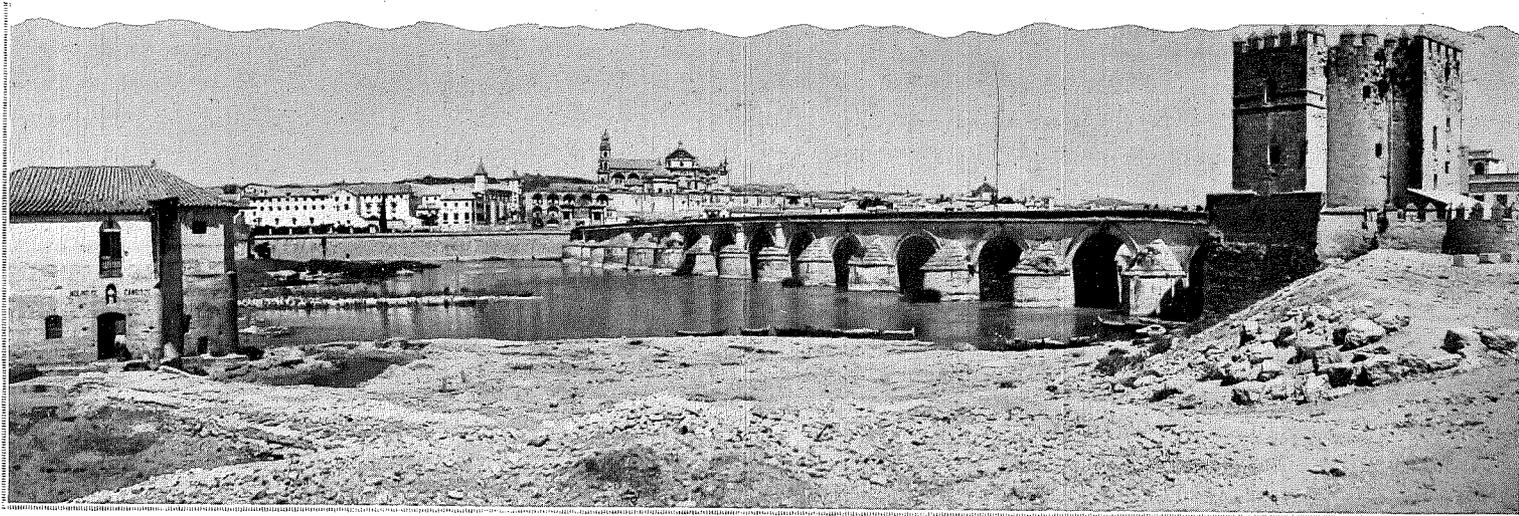
Plus j'écoute, plus je regarde, plus je me convaincs qu'une guerre civile consiste, dans l'immense majorité des cas, à éviter le combat contre un ennemi bien armé — ce qui pourrait être dangereux ! — et à s'attaquer surtout aux populations civiles désarmées. L'exception, présentée dans les deux camps, de fanatiques résolus à sacrifier leur vie pour leur foi politique, et la bravoure des mineurs des Asturies, des anarchistes catalans, de certains jeunes « phalangistes » ou carlistes, ou des vieux légionnaires, ne fait que confirmer cette règle.

Au cours de cette promenade touristique que l'on nous avait promise « sans histoire », nous avions déjà rencontré une troupe en marche, nous avions découvert des cadavres. A Cordoue, nous allions subir un bombardement.

Cela se passa le plus simplement du monde. La veille, on avait, paraît-il, privé Cordoue de la plupart des avions de chasse qui tenaient en respect, dans le secteur, les avions gouvernementaux, et le matin même, à l'aube, des avions de Séville avaient bombardé la ville « ennemie » de Jaen. La réponse ne s'était fait attendre que quelques heures. Vers 8 heures, en effet, un avion avait survolé Cordoue, laissant tomber un peu au hasard



La situation, en Andalousie, du front national et du front gouvernemental. — D'après Geopress.



Le vieux pont et la cathédrale de Cordoue.

une demi-douzaine de bombes, faisant sept tués et une trentaine de blessés.

Aussi, après une station assez longue devant le gouvernement civil, lequel, sans doute un peu méfiant, nous fit dès ce moment convoquer par une pleine voiturerie de gardes civils armés jusqu'aux dents ; après une seconde station devant le gouvernement militaire, nous obtînmes enfin l'autorisation de parcourir Cordoue et d'aller voir en particulier les points de chute du matin.

Plafonds crevés, patios écroulés, jouets d'enfant surageant sur les plâtras, supports de fils téléphoniques pendant dans la rue, nous avions vu cela ailleurs. Là un enfant de quatorze ans avait été tué. Ici une mère et ses deux enfants. « J'ai vu huit cadavres étendus dans la rue », disait un voisin. Sur la plaza del Potro, ornée d'une fontaine que célébra Cervantes et d'un étrange fronton d'église, couvert d'herbes folles, que surmonte une statue de saint Raphaël, patron de Cordoue, une façade est criblée d'éclats.

« Ils ont dit qu'ils détruiraient saint Raphaël ! » nous disent les gens.

Un silence. Un ronronnement de moteur, puis une femme hurle : « Les voilà ! »

SOUS LE BOMBARDEMENT

Les craquements d'une série de bombes confirment brutalement ses paroles. En quelques secondes, la foule épouvantée et hurlante a vidé la place. L'officier qui nous guide se sent envahi par le douloureux sentiment de sa responsabilité. Il nous éloigne des voitures. Nous le suivons dans une petite rue qui forme un angle droit avec la place. Nos terribles gardes civils courent comme des lapins. L'un d'eux, pourtant, s'appuie contre un mur, le fusil armé, et cherche devant lui l'avion qui avance doucement derrière son dos. Il quitte son poste, le dos courbé, et s'engouffre dans la maison où sont les autres.

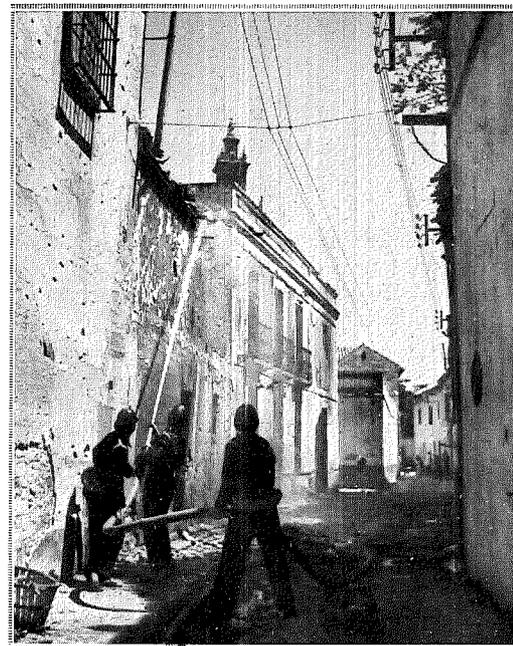
Il n'y a plus personne dans la rue. En quelques dizaines de secondes, la ville entière a paru se vider. Mais aussi la ville tout entière pleure. De chaque porte fermée monte une voix de femme qui hurle et qui sanglote sans repos. Ce concert de lamentations est l'une des choses les plus pénibles qui soient.

Au bout de la rue, sur ma droite, un lourd panache de fumée s'élève par-delà les toits. Au-dessus, un avion tout proche, très bas, qui semble un appareil de chasse, essaie de prendre de la hauteur. C'est sans doute l'unique et podagre défenseur de Cordoue, car voici l'avion bombardier qui vient vers nous, à haute altitude, probablement 2.000 mètres, dans la direction de la cathédrale. Je l'observe longtemps, ébloui par cette tache claire sur un ciel de feu. Après quelques hésitations, il semble vouloir passer très exactement au-dessus de nos têtes. Sensation très désagréable que je n'ai pas le temps d'analyser longtemps. Les détonations d'un nouveau chapelet de bombes, proches à casser les vitres, me font bondir dans la maison.

Tout le monde y est calme et pâle. Trois femmes en noir sont assises et prient machinalement. Leurs lèvres tremblent. Elles pleurent. Un gros homme en maillot sans manches est appuyé contre le mur, les bras croisés, et regarde

fixement la porte. Un des gardes civils, le belliqueux de tout à l'heure, est assis, son fusil dans les mains et la tête baissée. Le plus jeune a posé en travers de la table, sur la toile cirée à fleurs, un gros revolver muni d'une crosse. Derrière, par la fenêtre, on voit le patio où brillent au soleil un feuillage vert et, sur un fil de fer, du linge blanc. Je regarde l'heure (il est 12 h. 45) et je m'aperçois que ma main tremble.

Le calme est revenu. La rue vide retentit toujours de sanglots de femmes. Une nouvelle fumée s'élève au-dessus des toits, du côté des dernières explosions. Je sors dans la rue et rejoins



Pompiers en action à Cordoue après le bombardement du 17 août.

mes confrères des actualités cinématographiques, déjà armés de leurs caméras. Nous tournons et photographions ensemble les pompiers en train d'arroser une maison touchée par le premier bombardement.

C'est tout ce que l'on nous laissera voir de Cordoue bombardée. Avec le calme et la confiance, l'autorité renaît, nous fait regagner nos voitures. Nos gardes civils, ragaillardis, remontent dans la leur et nous escortent jusqu'à l'hôtel et à la route du retour.

Il est tombé sept bombes, dont l'une à moins de 100 mètres de la mosquée, qui est, avec l'Alhambra de Grenade et la Giralda de Séville, l'une des perles de l'Andalousie.

Trois personnes ont été tuées, quatre blessées.

REPRÉSAILLES...

Une promenade sur la route de Malaga, à Antequera, pris depuis une semaine (et que l'on nous annonçait comme une ville dangereuse du front), eût été pour moi inintéressante sans les récits d'atrocités « rouges » que nous firent, dans une demeure aristocratique de la ville,

trois femmes au visage encore terrifié ; sans le spectacle d'une brève panique causée par l'apparition de deux avions insurgés ; et surtout sans cette remarque d'un soldat marocain apprenant que j'étais Français : « La France est l'ennemie de l'Espagne. » Depuis ce jour-là, j'attends les conséquences du retour des « réguliers » au Maroc.

Peut-être attendrai-je longtemps, d'ailleurs. Un mois après le départ de l'insurrection, l'Espagne entière semble s'être installée dans la guerre civile.

Je ne veux parler ici que de ce que j'ai pu voir ou deviner moi-même chez les insurgés d'Andalousie, et qui ne laisse pas d'être extrêmement instructif pour les Français.

D'abord — et je vous l'ai déjà dit — cette guerre ne peut en aucune façon être comparée avec celles dont nous avons, hélas ! l'expérience. Une guerre où des villes mal défendables comme Saint-Sébastien ou Irun résistent des semaines et où quelques centaines d'élèves officiers tiennent tête à la ville de Tolède depuis plus d'un mois, enfermés dans un édifice du temps de Charles-Quint... En Andalousie, la prise des villages et des villes se fait généralement sans coup férir, après évacuation par l'ennemi. Il y a parfois des ponts coupés, de petits combats sur la route, quelques bombardements par avions, et l'occupant se prépare à battre en retraite en massacrant, la veille de son départ, tous ceux des habitants qui semblent trop hostiles ou trop indifférents. Bien entendu, lorsque le vainqueur a fait son entrée, il procède de même sur la ville que les troupes armées de l'ennemi ont abandonnée. Mais il reste toujours assez d'adversaires pacifiques ou d'indifférents pour fournir la matière première d'une belle exécution.

C'est le général Queipo de Llano lui-même, dans un de ses discours de Radio-Séville, qui a dit :

« Pour un nationaliste tué, je tuerai dix marxistes. Et s'il ne s'en trouve pas assez, je déterrerai les morts du cimetière pour les fusiller ! »

On en veut une preuve ? La voici :

Le lundi 17 août, jour de notre voyage à Cordoue, trois « phalangistes » étaient tués dans une rue du faubourg ouvrier de Triana. Le mardi matin, la foule entière des miliciens volontaires : les phalangistes en combinaison bleue, les traditionalistes au béret rouge les milices civiques au brassard vert, et dans tout cela des enfants de quatorze à seize ans munis de ce jouet redoutable qu'est une arme à feu (et je ne compte pas les flâneurs suivis de leurs familles), traversaient le Guadalquivir au pont de Santelmo, près de la Tour de l'Or. Parvenus à l'extrémité du pont, à Triana, ils tournaient à gauche et longeaient le fleuve, accompagnés par les regards soupçonneux des postes de gardes surgis le long de cette voie tranquille. A une centaine de mètres du pont, au pied de la piscine municipale, il y avait un grand mur. Devant le mur, une trentaine de cadavres d'habitants de Triana pris au hasard dans une rafle. Parmi eux, trois femmes. Une trentaine pour trois phalangistes. La proportion y est. Et Dieu seul sait qui, dans le triple assassinat de la veille, avait commencé.

Et c'est ainsi dans toute l'Espagne, de part et



Le Guadalquivir et le quartier ouvrier de Triana, à Séville.

d'autre de ce soi-disant « front de combat » dont nous avons pu constater, devant Cordoue, le peu de continuité. Après la prise de Badajoz, les insurgés ont procédé à plus d'un millier d'exécutions. De combien d'autres exécutions avait été précédée la retraite des gouvernements ?

On peut dire hardiment que pour un homme qui neurt au combat les armes à la main, il en est plusieurs centaines d'exécutés et que, pour un héros, cette guerre montre cent malfaiteurs. Et je ne parle pas des atrocités commises principalement par les « rouges ». Les gens brûlés à l'essence dans les caves (à El Arah). Les enfants aux mains coupées, dans le sang desquels les bourreaux trempent leurs propres mains pour les montrer à la mère en lui disant : « Voici du sang de cochon ! » (à Antequera). « La pauvre femme qui ignore ce qu'est devenu son mari que les « rouges » recherchent, et sur laquelle on se venge en la faisant sauter à la dynamite avec ses cinq enfants (à Antequera). J'en passe...

Et tout cela, atrocités et fusillades, accompli avec ce goût irrépressible de la cruauté qui, dès avant l'Inquisition et la conquête du Nouveau Monde, a toujours semblé inséparable de l'âme espagnole.

Il y avait à Séville, à mon hôtel, une petite fille de huit ans dont la maison avait été brûlée par les « rouges » durant les deux jours d'émeutes qui accompagnèrent le début de l'insurrection dans la capitale de l'Andalousie. Et, en bonne Espagnole, cette petite fille disait naïvement : « Ce qu'ils sont bêtes, ces gens-là ! Ils nous ont fait sortir de la maison avant de mettre le feu, au lieu de nous brûler avec ! » (*sic*).

Au quartier de la garde civique, où j'avais été convoqué, quelqu'un avait écrit à la craie, en grosses lettres, au beau milieu d'un tableau noir : « La femme qui pleure sera fusillée. »

Dans l'enthousiasme sincère que montrait, le matin du 15 août, une grosse partie de la foule sévillane, il semblait que l'on pût lire un immense besoin de paix (je parle ici de la vraie foule) et une large part de reconnaissance envers le gouvernement insurgé qui avait rétabli à Séville une vie normale. Ce sentiment, je l'ai trouvé plus net encore dans les villages récemment conquis sur la route d'Antequera. Là, pas une main de paysan ou de femme qui ne se levât docilement à notre passage pour un salut fasciste, pas un enfant à moitié nu qui ne criât avec un terrible accent andalou : « Biba !... paña ! » (Vive l'Espagne !)

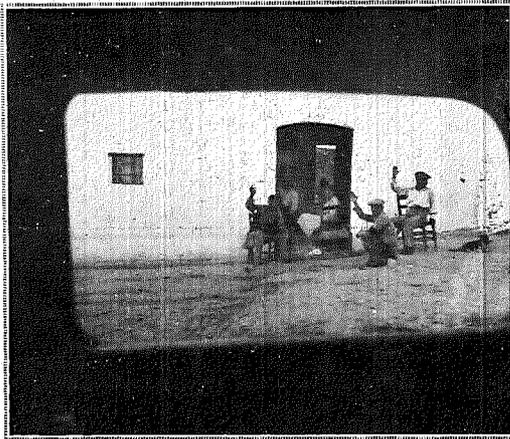
Mais, aux fenêtres des maisons, des files entières de drapeaux blancs improvisés signifiaient autre chose qu'un enthousiasme survolté pour l'un ou l'autre parti. Tandis que les habitants jetaient le cri de guerre des insurgés, les maisons, par leurs drapeaux blancs, clamaient leur neutralité et leur désir de paix. On ne pouvait que les approuver ou les plaindre.

HISTOIRES D'AVIONS

Passons maintenant à un autre ordre de faits qui nous touchent, nous, Français, de plus près encore.

Il est pratiquement interdit aux étrangers, et particulièrement aux journalistes, d'aller voir ces temps-ci le terrain d'aviation de Ceuta, base aérienne de départ de l'armée d'Afrique. Mais, pour commencer à comprendre, il suffit, après avoir admiré du haut des airs, entre Oran et Fez, les deux trimoteurs italiens, dont l'un écrasé, qui ornaient encore il y a quelques jours le petit aérodrome de Saïdia, de demeurer une journée à Algésiras.

Du matin au soir un incessant vrombissement vous oblige à lever la tête. Des avions passent, venant du sud. Tous ceux que j'ai vus étaient des trimoteurs Junkers gardant encore la peinture verte et noire qu'on leur voit dans leur pays natal : l'Allemagne. Ils transportent en Andalousie les troupeaux du Maroc. Près de Jerez de la Frontera, patrie des vins, sur la route d'Algésiras à Séville, on trouve, au bord d'une rivière, au moment d'entrer dans la ville, une vaste prairie convertie en terrain d'aviation. Le jour où je montai vers Séville par l'autocar, il y avait là trois Junkers trimoteurs dont un camion-citerne tout rouge faisait le plein d'essence. En redescendant de Séville, je tournai encore la tête de ce côté.



Le salut fasciste sur le seuil des maisons dans un village andalou.

Photographie prise à travers les glaces de l'auto.

Il y avait sur le terrain deux autres Junkers trimoteurs. De leurs cabines, on descendait de lourdes caisses que l'on chargeait sur deux camions. L'autocar entier les regardait, admiratif et, pour une bonne part, joyeux. Une paysanne âgée, vêtue de noir, était assise derrière moi. Elle me demanda, en me désignant les avions :

- Italianos ?
- No ! Alemanes !
- Alemanes ?

Des avions allemands ! L'autocar était saisi de stupeur.

Si vous voulez revoir, mêlés à des avions italiens, d'autres appareils allemands, allez vous promener du côté du champ d'aviation de Séville. On vous interdira naturellement d'approcher, on

vous demandera deux ou trois fois vos papiers, mais vous en aurez assez vu. Il y a, en effet, sur ce terrain d'aviation de Tablada, des Junkers prêts à prendre leur vol. D'autres, venus (on ne sait par quelle voie mystérieuse) en pièces détachées, sont au montage !

Séville tout entière savait qu'un étage du luxueux hôtel Cristina, situé derrière la Tour de l'Or, près du Guadalquivir, était occupé par une troupe de « touristes » allemands récemment débarqués. Ils étaient là deux douzaines, que l'on rencontrait parfois dans les rues, en groupe, toujours vêtus de façon uniforme : vêtements de toile blanche, casquette de voyage en toile blanche. Le hasard me fit convoquer, dans le hall de l'hôtel Cristina, par l'officier chargé du service de presse. J'y constatai deux choses. La première était que seuls de toute la presse européenne les journaux de Berlin parvenaient à Séville, et cela en des temps records. La deuxième était un avis dactylographié, en allemand, affiché près du portier. Cet avis annonçait que chaque matin, à 6 h. 45, un autocar passait à l'hôtel Cristina et à la pension Otto et de là se rendait au terrain d'aviation de Tablada, d'où il repartait à 11 h. 45.

Les « touristes » allemands de Séville étaient et sont encore les monteurs et les pilotes du matériel envoyé par l'Allemagne hitlérienne aux insurgés de Séville. On m'a dit le chiffre de 60 avions. Je n'ai pu le vérifier moi-même, non plus que celui de 30 avions italiens, pour la plupart de magnifiques Savoia-Marchetti, de couleur ivoire, aux ailes marquées de deux traits obliques et d'un disque bleu foncé et portant à leurs extrémités la cocarde nationaliste.

Les chiffres sont discutables, mais le fait est là. J'ai vu des pilotes italiens en uniforme de légionnaires et des pilotes allemands en casquette blanche. J'ai vu les appareils. Les officiels à qui j'ai demandé le nom de l'aviateur qui, dans un double bombardement en piqué, avait réussi à toucher le cuirassé *Jaime I^{er}* m'ont répondu sans réfléchir : « C'est un Italien. »

DEMAIN ?

Comment finira cette guerre, ou plutôt cette « guérilla » civile qui se prolonge, tandis que s'allonge, dans les deux camps, la liste des citoyens massacrés ?

En supposant même le conflit terminé par la victoire décisive de l'un des partis, l'Espagne douloureuse pourra-t-elle en paix soigner ses blessures ? Revenus de Séville, de Burgos, de Madrid ou de Barcelone, il est peu d'observateurs pour le croire.

Chacun des adversaires n'est qu'une coalition de partis ennemis soudés par les circonstances.

Si les « blancs » gagnent, ne verra-t-on pas la « Phalange espagnole », au programme syndical et corporatif directement issu du fascisme italien — et qui porte comme insigne les flèches et le joug d'Isabelle de Castille et Ferdinand d'Aragon, dont la réunion symbolisa la naissance de l'Espagne — s'élever contre les partisans de la monarchie traditionnelle, à qui la misère du peuple espagnol semble n'avoir rien appris ? Et ne serait-ce pas dans une intention d'apaisement que depuis l'arrivée du général Franco en Espagne, le général Queipo de Llano n'ait plus lancé une seule fois à la radio de Séville le cri de « Vive la République ! » ?

Si la victoire revient aux « rouges », on peut s'attendre à une guerre de liquidation entre les socialistes et le bloc formidable des anarcho-syndicalistes (C. N. T. et F. A. I.) à qui, tel le sabre de M. Prudhomme, les armes qui leur furent confiées peuvent indifféremment servir à défendre la République et à la combattre.

Alors, que conclure ? Tout simplement ceci : Français, si vous voulez être écœurés de la guerre civile, visitez l'Espagne de 1936.

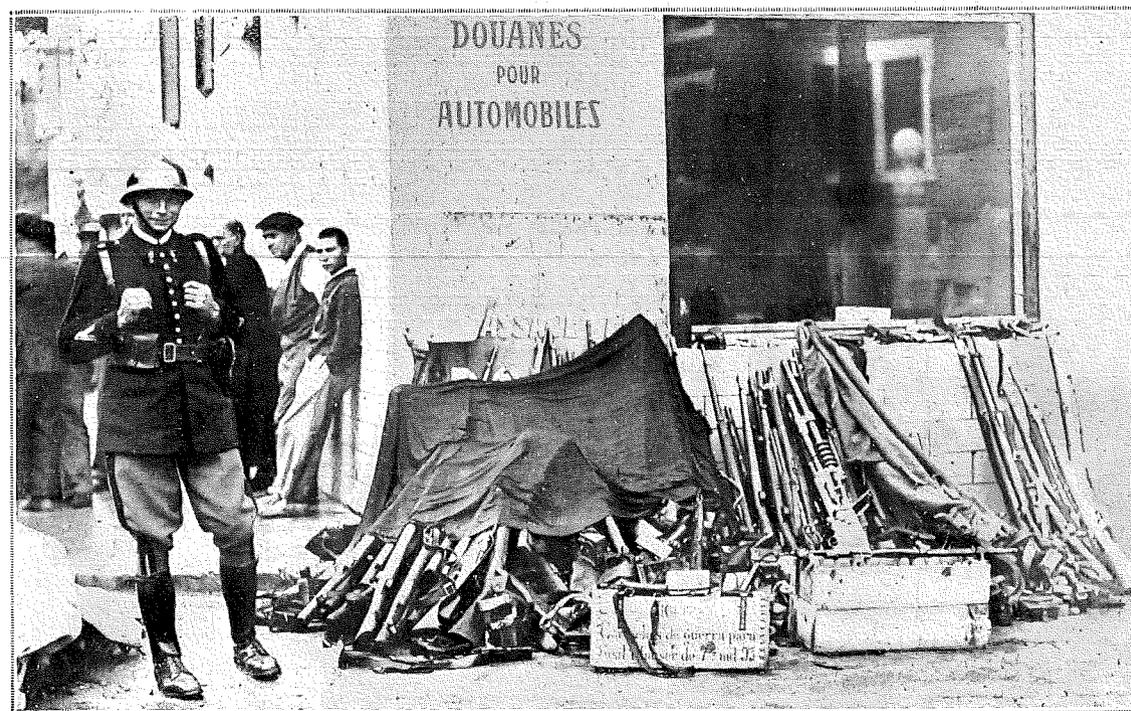
PIERRE ICHAC.

On trouvera ci-après quatre pages sur l'entrée des troupes insurgées à Irun et plus loin (page 51) une page encore de gravures consacrées à l'un des plus récents et non des moins déplorable épisodes de cette guerre civile montrant l'effet de destruction, à l'hôpital de Burgos, des bombes lancées par un avion gouvernemental venu de Madrid.

12. 9. 1936



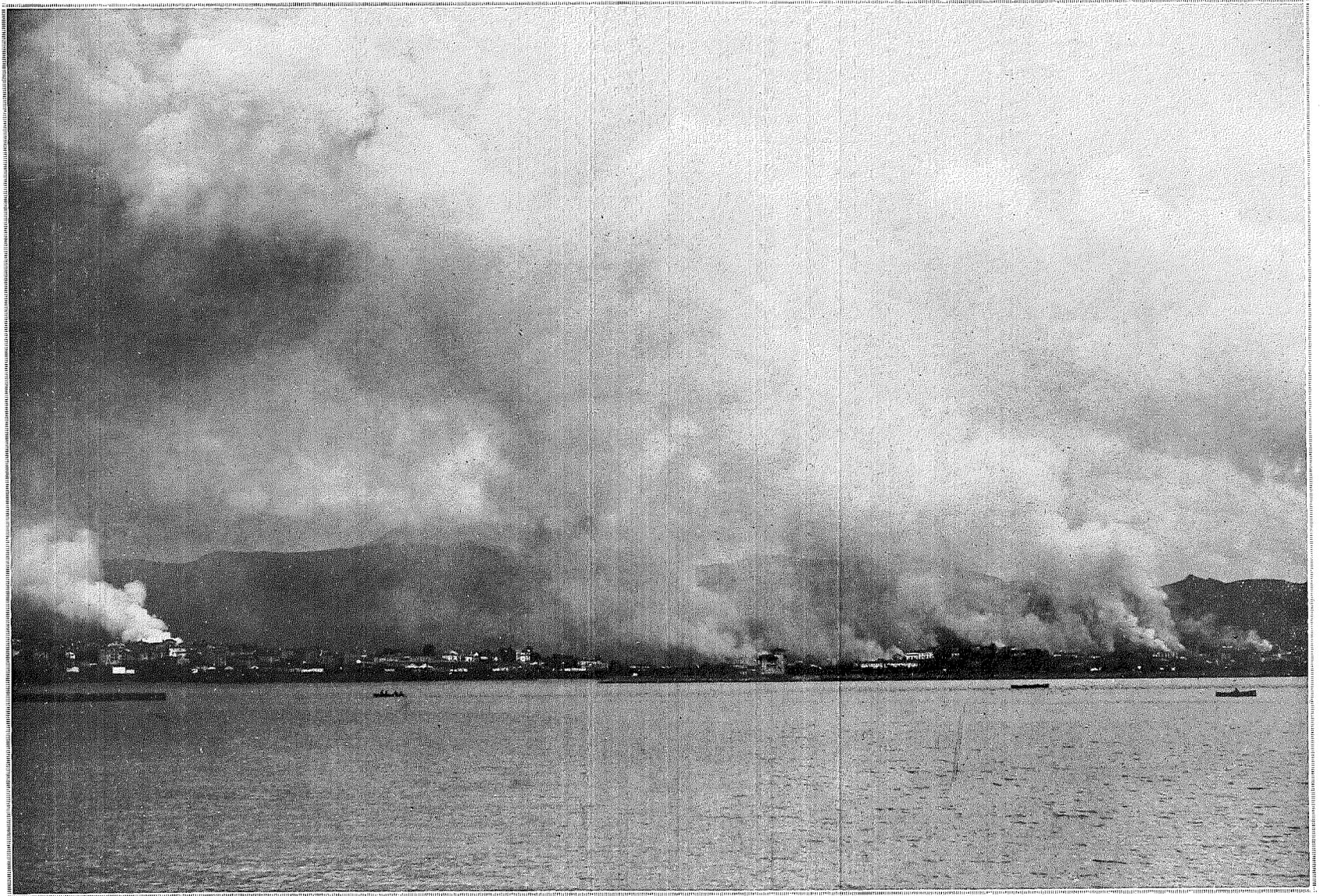
Au pas de course, avec leurs troupeaux ou suivant des camions chargés de ballots de linge, les habitants de Behobia et des miliciens renonçant à la lutte sur ce front franchissent le pont frontière et viennent se réfugier en France.



Groupe de miliciens réfugiés en France après leur désarmement et les armes et les munitions qu'on leur a fait déposer au poste de douanes de Béhobie. — Photographies NYT.

TERRE FRANÇAISE, TERRE DE REFUGE

12.9.1936



Irun en flammes telle qu'on l'a vue du rivage français.



Cadavres de miliciens tombés dans l'angle en ruines d'un bâtiment.

LA DESTRUCTION D'UNE VILLE PAR SES DÉFENSEURS

Photographies



Un des quartiers importants de la ville après l'incendie de ses immeubles par les anarchisants.



Groupe d'éclaireurs nationalistes devant le seuil d'un magasin encore léché par les flammes.

ET L'ENTRÉE DES PREMIERS ASSAILLANTS

Keystone.

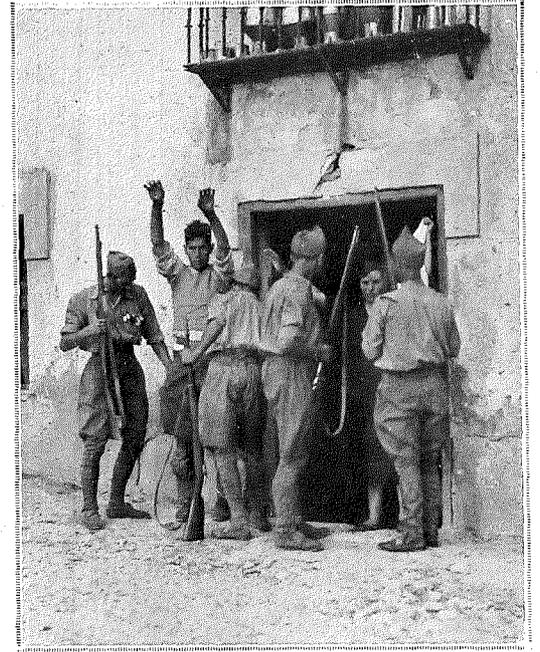
12.9.1936



Sur le pont frontière, gendarmes et gardes mobiles désarment les miliciens réfugiés.



La seule femme entrée dans Irun avec un bataillon du Tercio : elle porte un brassard à croix rouge et... un pistolet.



Des patrouilles font sortir les habitants restés dans leurs maisons épargnées et les fouillent.



Derrière les détachements envoyés en avant-garde les troupes entrent l'arme à la bretelle.

L'OCCUPATION D'IRUN PAR LES INSURGÉS

Photographies Keystone.